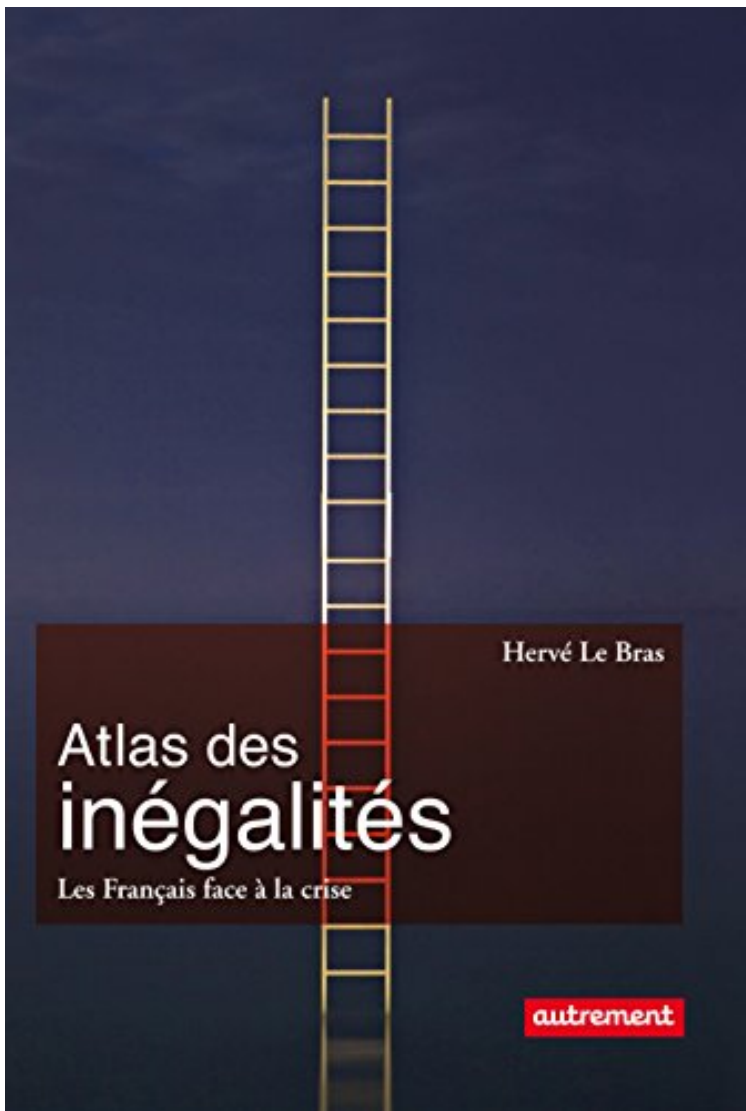


(Mobile library) File size: 49.Mb

Atlas des inégalités. Les Français face la crise



Par Hervé Le Bras
*audiobook / *ebooks / Download PDF / ePub / DOC*

Détails sur le produit Rang parmi les ventes : #182892 dans eBooksPubli le: 2014-09-10 Sorti le: 2014-09-10 Format: Ebook Kindle

(Mobile library) Atlas des inégalités. Les Français face la crise

Par Hervé Le Bras : Atlas des inégalités. Les Français face la crise before purchasing it in order to gauge whether or not it would be worth my time, and all praised Atlas des inégalités. Les Français face la crise:

 **Download**

 **Read Online**

Description :

Présentation de l'éditeur Atlas numérique optimisée pour une lecture sur tablette. Le format EPUB3 permet de profiter de toutes les fonctionnalités de la lecture interactive : zoom HD sur les cartes, indexation, recherche en texte, navigation hypertextuelle, tables des matières interactives, textes en POP-UP, environnement ergonomique personnalisable. Plus de 120 cartes et infographies pour dresser l'état des inégalités en France. - Densité démographique, mortalité, fécondité : un portrait de la population française. - Les territoires de l'inégalité : chômage, éducation, revenus. - Les facteurs déterminants de l'exclusion. - La géographie du vote : l'expression politique d'un désarroi. Les cartes inédites soulignent comment les différences de patrimoine, d'éducation, de réseau de relations, de sexe, de mentalité, qui fabriquent l'inégalité des chances et des revenus. Un ouvrage essentiel pour comprendre la France contemporaine et envisager les moyens de son redressement. Extrait Extrait de

L'introduction L'enchevêtrement des inégalités L'inégalité, qui est une donnée de la nature, précède l'égalité, qui est une volonté d'ordre politique et social. Pour cette raison, l'inégalité a trouvé de nombreuses justifications. Trois d'entre elles méritent l'examen et la critique : celle, naturaliste, de Margaret Thatcher ; celle, économique, des libéraux et celle, philosophique, de John Rawls. Margaret Thatcher déclara en 1970 : Si nous donnons de la valeur aux individus, ce n'est pas parce qu'ils sont tous pareils, mais parce qu'ils sont tous différents... Nous devons bâtir une société dans laquelle chaque citoyen sera capable de développer tout son potentiel, la fois pour son propre bénéfice et pour celui de l'ensemble de la communauté. L'inégalité des conditions refléterait alors l'inégalité des dons. Le rôle de l'état serait de laisser les dons s'épanouir en pratiquant l'égalité des chances. C'est une partie du programme de la méritocratie dont la France est l'un des plus fervents adeptes. Il est peu probable que les dons innés aient beaucoup valu au cours des cinquante dernières années. Or, les inégalités se sont creusées dans des proportions normales, sans commune mesure avec un changement de répartition des dons naturels. En 1960, le salaire moyen du dirigeant d'une grande entreprise américaine était 12 fois supérieur au salaire moyen d'un de ses ouvriers. En 1974, il était 36 fois supérieur et en 2000, 531 fois. La vision libérale de Thatcher ne rend absolument pas compte de la réalité. La seconde version vient des théoriciens de l'économie libérale. L'inégalité des revenus résulte de l'inégalité de la répartition. Les grands industriels sont récompensés parce qu'ils ont procuré de l'emploi en ouvrant de nouvelles fabriques et qu'ils ont augmenté la richesse nationale avec leurs nouveaux produits. Leur rétribution leur récompense leur réussite, qui a profité à tous et stimule l'énergie de ceux qui veulent réussir. Si cette belle histoire était vraie, les salaires des dirigeants seraient proportionnels à la réussite de leurs entreprises. Or, titre d'exemple, il n'y a aucune corrélation entre l'augmentation des salaires des dirigeants du CAC 40 et l'augmentation des bénéfices de leur entreprise, comme on l'a montré. En outre, depuis la crise de 2008, cinglant démenti à l'idologie libérale, les revenus des grands patrons ont continué d'augmenter. La troisième version a été proposée par John Rawls dans sa célèbre Théorie de la justice. Il y affirme que l'on doit préférer non pas la configuration sociale la plus égalitaire, mais celle dans laquelle le plus pauvre est le mieux loti. Ainsi, un état social dans lequel le plus riche gagne 1 million et le plus pauvre 1 000 sera préférable à un état social dans lequel tous touchent 500. Ce raisonnement sous-entend cependant les conséquences de l'inégalité de revenu. Une plus grande inégalité sera défavorable, comme l'ont montré Richard Wilkinson et Kate Pickett, pour des aspects aussi différents que la mortalité infantile, le nombre de prisonniers par habitant, le taux d'homicide, le degré de confiance envers les autres, etc. La vision purement monétaire de l'inégalité, en partie imposée par l'instrument de mesure commode qu'est le revenu, est incapable de saisir la nature globale de l'inégalité. L'approche de Wilkinson et Pickett, plus générale, rend cependant l'inégalité des revenus responsable de toutes les autres formes d'inégalité. Or, selon l'adage bien connu, corrélation n'est pas causalité. L'inégalité de revenus n'est que l'une des multiples facettes de l'inégalité en général, ou plus exactement des inégalités de toutes sortes qui interagissent les unes avec les autres. La preuve ? Supposons que, subitement, tous les revenus deviennent les mêmes. En l'espace de quelques années l'inégalité ressurgirait dans tous les domaines. Elle tiendrait la possession d'un patrimoine, un niveau d'éducation ou de compétence plus élevé, la chance, au réseau des relations, etc. Poussant à l'extrême cette hypothèse, le philosophe politique Richard Dworkin a proposé que toutes les sources d'inégalité qui ne dépendent pas de la volonté individuelle soient compensées par l'état. Mais, la volonté n'est elle-même pas également répartie entre les individus. Revue de presse Son Atlas des inégalités (Autrement, 96 pages, 19,90 euros, sortie prévue le 10 septembre) a l'originalité de présenter une cartographie inédite, réalisée sur la base de données de l'Insee. L'auteur a rassemblé des chiffres récents, mais aussi des statistiques anciennes, qui permettent de dégager des constantes... Pour M. Le Bras, une des tendances lourdes est la montée de la ségrégation métropolitaine, c'est-à-dire de la tendance des plus fortunés, des plus diplômés, des plus jeunes, se concentrer dans les grandes agglomérations. Les ouvriers vivent désormais loin des villes, note-t-il... Contre la crise et le recul de l'État-providence, il souligne l'importance des amortisseurs que sont la famille, les solidarités de voisinage, la propriété du logement ou la religion. Des couches protectrices, critique-t-il. (Philippe Arnaud - Le Monde du 28 août 2014)